C'est aprÃ¨s un atelier de formation de deux jours, les 28 et 29 mars, sur les mutilations gÃ©nitales fÃ©minines, les services de santÃ© de la reproduction, le genre et les droits humains..., que les membres du Conseil national de lutte contre la pratique de l'excision (CNLPE) ont enchainÃ© avec leur assemblÃ©e gÃ©nÃ©rale annuelle le 30 mars.

Cette assemblÃ©e gÃ©nÃ©rale est consacrÃ©e Ã l'adoption du bilan du plan d'action prioritaire 2011 et Ã la validation du plan d'action prioritaire 2012 du secrÃ©tariat permanent du CNLPE.

Ces plans Ã©laborÃ©s annuellement, constituent des dÃ©clinaisons du plan d'action national 2009-2013 de promotion de l'Ã©limination des mutilations gÃ©nitales fÃ©minines dans la perspective de la tolÃ©rance zÃ©ro.

Au cours de 2011, le plan d'action prioritaire a permis d'enregistrer des acquis notables dans le sens d'un engagement plus visible de certaines communautÃ©s se traduisant par des dÃ©clarations publiques d'abandon de la pratique de l'excision.

De mÃªme, la prise en charge des sÃ©quelles de l'excision et l'utilisation des nouveaux outils d'Ã©ducation et de sensibilisation ont Ã©tÃ© renforcÃ©es.

Pour 2012, le plan d'action prioritaire est articulÃ© autour de huit axes stratÃ©giques du plan d'action national. Il comporte des activitÃ©s qui prennent en compte les nouveaux besoins suscitÃ©s par les mutations gÃ©nitales.

L'assemblÃ©e gÃ©nÃ©rale ordinaire de Koudougou a Ã©tÃ© l'occasion pour les membres du CNLPE, reprÃ©sentants et professionnels de diffÃ©rents secteurs ministÃ©riels et d'institutions, de mieux orienter leurs actions, afin de sortir une planification pertinente, rÃ©aliste et adaptÃ©e au contexte des diffÃ©rentes communautÃ©s.

En s'adressant aux membres du Conseil national de lutte contre la pratique de l'excision, le gouverneur de la rÃ©gion du Centre-Ouest, tout comme le ministre de l'Action sociale, a saluÃ© les efforts consentis par ces derniers, afin de lutter contre la pratique de l'excision dans notre pays.

Toutefois, le ministre a invitÃ© les partenaires techniques et financiers, ainsi que les acteurs de terrain, Ã redoubler d'effort, car l'Ã©chÃ©ance de la tolÃ©rance zÃ©ro est Ã nos portes.

Par FranÃ§ois KaborÃ©